

Ministère des Finances Canada

Le leadership du Canada dans le monde

Document d'information

Le 7 avril 2022

L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous a rappelé que la communauté internationale est plus forte lorsqu'elle agit de concert pour défendre les valeurs communes. En partenariat avec des démocraties aux vues similaires partout dans le monde, le Canada continuera de lutter contre les menaces mondiales qui ne reconnaissent aucune frontière.

Afin de renforcer immédiatement la défense nationale du Canada, les annonces faites dans le budget de 2022 prévoient un total de plus de 8 milliards de dollars en nouveau financement sur cinq ans, en plus des augmentations prévues dans le cadre de *Protection, Sécurité, Engagement*, la politique de défense du Canada de 2017. Ce financement renforcera les contributions du Canada à ses alliances de base, stimulera les capacités des Forces armées canadiennes, continuera d'appuyer le changement de culture et un milieu de travail sain et sécuritaire dans les Forces armées canadiennes, et raffermira la cybersécurité du Canada.

Examiner la politique de défense du Canada

La politique de défense, *Protection, Sécurité, Engagement*, a établi une orientation claire sur les priorités en matière de défense du Canada sur une période de 20 ans. Éclairée par le contexte international du moment, elle prévoyait des investissements importants afin de renforcer les capacités des Forces armées canadiennes à exécuter des opérations militaires, allant de l'aide humanitaire et des secours aux sinistrés au maintien de la paix et au combat. Toutefois, en raison des événements récents, le gouvernement doit réévaluer le rôle, les priorités et les besoins du Canada dans un monde en évolution.

- Le budget de 2022 annonce un examen de la politique de défense pour permettre au Canada de mettre à jour sa politique de défense actuelle, *Protection, Sécurité, Engagement*, à l'appui de ses priorités internationales plus larges et de l'environnement mondial qui a changé. L'examen portera principalement sur la taille et les capacités des Forces armées canadiennes, leurs rôles et responsabilités, et visera à s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour assurer la sécurité des Canadiens et contribuer aux opérations partout dans le monde.

Renforcer les priorités en matière de défense

En plus d'un examen de la politique de défense, le budget de 2022 propose des investissements supplémentaires immédiats dans les priorités en matière de défense, dont la défense continentale, les alliances et la sécurité collective, ainsi que les capacités des Forces armées canadiennes.

Investir dans la modernisation du NORAD

Le Canada est déterminé à assurer la défense du continent nord-américain, surtout dans le Grand Nord. Le partenariat entre le Canada et les États-Unis sous le NORAD est essentiel à cet effort. En août 2021, le Canada et les États-Unis ont établi les priorités de modernisation du NORAD dans une déclaration commune.

Le gouvernement étudie actuellement des options pour respecter cet engagement grâce à des investissements importants dans les domaines suivants :

- la surveillance et le renseignement de pointe dans tous les domaines;
- la modernisation du commandement, du contrôle et des communications;
- le renforcement des capacités de dissuasion et de lutte contre les menaces;
- l'accroissement de la recherche, du développement et de l'innovation.

Contribuer à l'OTAN

Le Canada est déterminé à faire en sorte que l'OTAN demeure prête, forte et unie.

En renouvelant sa participation pluriannuelle à l'opération REASSURANCE, le Canada souligne son engagement à l'égard de cette mission. Il augmentera également sa contribution de 460 membres des Forces armées canadiennes, jusqu'à un maximum d'environ 1 260 membres. En outre, 3 400 autres membres des Forces armées canadiennes sont à la disposition de la Force d'intervention de l'OTAN, si nécessaire.

Le budget de 2021 a annoncé auparavant 847,1 millions de dollars sur cinq ans pour augmenter les contributions du Canada à l'OTAN. Toutefois, le Canada reconnaît qu'il faut en faire plus. Quand le Canada épauler ses alliés, il partage également avec eux le fardeau de la défense de la démocratie contre l'autoritarisme.

Accroître les capacités des Forces armées canadiennes

L'examen de la politique de défense du Canada comprendra une évaluation du matériel et des technologies dont les Forces armées canadiennes ont besoin pour remplir leurs missions dans un monde qui a fondamentalement changé en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Afin d'appuyer les priorités susmentionnées, le budget de 2022 propose ce qui suit :

- Verser 6,1 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, avec 1,3 milliard en amortissement restant, et 1,4 milliard par la suite afin de respecter les priorités en matière de défense, y compris la défense continentale et les engagements pris envers les alliés du Canada, et d'investir dans l'équipement et la technologie pour accroître immédiatement les capacités des Forces armées canadiennes.

Appuyer le changement de culture dans les Forces armées canadiennes

Ceux qui servent le Canada en portant l'unifolié sur l'épaule sont exposés à assez de risques pour leur sécurité. Leur lieu de travail ne devrait pas en faire partie. Ensemble, le gouvernement et les Forces armées canadiennes travaillent à créer une culture qui assure que chaque membre sert dans un environnement où il se sent en sécurité, protégé et respecté. Le budget de 2022 propose ce qui suit :

- Verser 100,5 millions de dollars sur six ans pour renforcer le leadership dans les Forces armées canadiennes, moderniser le système de justice militaire, mettre en vigueur la Déclaration des droits des victimes, telle qu'elle est énoncée dans la *Loi sur la défense nationale*, entreprendre des activités de mobilisation et de consultation sur le changement de culture, et améliorer les services de justice réparatrice, y compris le règlement des différends et les services d'encadrement.
- Verser 144,3 millions de dollars sur cinq ans afin d'élargir les programmes de services de santé et de conditionnement physique des Forces armées canadiennes pour mieux répondre aux besoins des femmes et des militaires de diverses identités de genre.

Accroître la cybersécurité du Canada

Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) s'emploie à protéger le Canada contre les cybermenaces, y compris celles qui viennent d'acteurs étrangers. Toutefois, à mesure que les Canadiens deviennent de plus en plus dépendants des systèmes numériques, les conséquences potentielles des cyberincidents continuent d'augmenter, et le Canada doit être prêt. Le budget de 2022 propose ce qui suit :

- Fournir 875,2 millions de dollars sur cinq ans pour des mesures supplémentaires visant à gérer l'évolution rapide des cybermenaces.
- Fournir 17,7 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, et 5,5 millions par la suite jusqu'en 2031-2032 pour que le CST établisse un programme unique de chaires de recherche en vue de financer des universitaires pour qu'ils mènent des recherches sur des technologies de pointe se rapportant aux activités du CST.

Appuyer l'Ukraine

En plus des nouvelles mesures proposées dans le budget de 2022, le Canada a annoncé des contributions directes de plus de 1,2 milliard de dollars à l'appui de l'Ukraine et de sa population en 2022. Le Canada a également offert un soutien sous forme de prêt pouvant atteindre 1,6 milliard de dollars pour le gouvernement ukrainien.

À ce jour, en 2022, le gouvernement fédéral a annoncé une aide militaire de plus de 90 millions de dollars, ce qui comprend du matériel létal et non létal, pour soutenir l'Ukraine dans les efforts qu'elle déploie en vue de défendre sa souveraineté. Le Canada a également engagé 145 millions de dollars dans l'aide humanitaire et 35 millions dans l'aide au développement afin de fournir un soutien direct aux Ukrainiens touchés par l'invasion illégale par la Russie. Ce montant comprend une somme de 30 millions équivalente aux dons effectués par des particuliers canadiens. En outre, le Canada a

fourni un nouveau financement de 111 millions de dollars sur cinq ans, dont 6 millions de dollars dans les années à venir, pour mettre en œuvre les nouvelles mesures d'immigration à l'appui des Ukrainiens fuyant l'invasion de leur pays.

Grâce à des contributions supplémentaires apportées dans le cadre du budget de 2022, le Canada continuera de jouer un rôle de chef de file dans le soutien international offert à l'Ukraine. Les contributions comprennent ce qui suit :

- Le budget de 2022 annonce que le Canada offrira au gouvernement ukrainien jusqu'à 1 milliard de dollars en nouvelles ressources de prêt par l'entremise d'un nouveau compte administré pour l'Ukraine au Fonds monétaire international (FMI) afin que le gouvernement puisse continuer à fonctionner. Le Canada a collaboré avec le gouvernement de l'Ukraine, le FMI et d'autres pays membres en vue de mettre au point cette facilité et invite les alliés et les partenaires à y participer.
- Le budget de 2022 prévoit un montant supplémentaire de 500 millions de dollars en 2022-2023 pour fournir une aide militaire supplémentaire à l'Ukraine.
- Le budget de 2022 annonce l'intention du gouvernement de préciser la capacité du ministre des Affaires étrangères de saisir et de causer la confiscation et l'aliénation des biens détenus par des personnes et des entités sanctionnées, ce qui permettra d'appuyer la participation du Canada au groupe de travail REPO, lequel cible les élites russes et leurs biens partout dans le monde.

La santé dans le monde

Comme nous l'avons vu au cours des deux dernières années, la COVID-19 ne connaît aucune frontière. Depuis février 2020, le Canada a engagé plus de 2,7 milliards de dollars en aide internationale pour lutter contre la pandémie, y compris une contribution de plus de 1,3 milliard au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT-A), un effort mondial visant à améliorer l'accès équitable aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19, ainsi qu'aux tests de dépistage de la maladie. Le Canada est ainsi l'un des six seuls pays à atteindre ou à dépasser l'objectif de contribution volontaire évalué de façon indépendante pour le cycle de financement 2020-2021 de l'Accélérateur ACT-A.

- Le budget de 2022 propose de fournir 732 millions de dollars en 2022-2023 à Affaires mondiales Canada afin d'appuyer davantage les efforts du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et de veiller à ce que le Canada continue d'apporter une juste contribution aux efforts déployés dans le monde en vue d'améliorer l'accès aux vaccins, aux traitements et aux autres outils de lutte contre la COVID-19. Ce financement portera la contribution totale du Canada à l'Accélérateur ACT à plus de 2 milliards depuis le début de la pandémie.

Le Canada contribue depuis longtemps à la sécurité sanitaire mondiale, un défi commun qui exige une collaboration solide et constante entre les pays du monde entier.

- Le budget de 2022 propose de fournir 296 millions de dollars de plus sur quatre ans, à compter de 2023-2024, et 74 millions par la suite, afin d'appuyer les efforts

visant à répondre aux priorités en matière de sécurité sanitaire mondiale, comme la prévention et l'intervention en cas de maladies infectieuses.

En 2019, le gouvernement s'est engagé à faire passer le financement annuel mondial en santé de 1,1 milliard de dollars à 1,4 milliard d'ici 2023-2024. Grâce à ce soutien supplémentaire, le Canada excédera cet engagement et affectera près de 1,5 milliard de dollars à la santé mondiale en 2023-2024.

Aborder la transition numérique de l'argent

Au cours des derniers mois, il y a eu un certain nombre d'exemples de haute visibilité, dans le monde et ici au Canada, où des actifs numériques et des cryptomonnaies ont été utilisés pour contourner les sanctions mondiales et financer des activités illégales. Le budget de 2022 comprend des mesures qui aideront à maintenir l'intégrité du système financier, à favoriser une concurrence juste et à protéger les finances des Canadiens ainsi que la sécurité nationale du Canada.

- Le budget de 2022 annonce l'intention du gouvernement de lancer un examen législatif du secteur financier axé sur la transition numérique de l'argent et le maintien de la stabilité et de la sécurité du secteur financier. La première étape visera les monnaies numériques, y compris les cryptomonnaies et les cryptomonnaies stables.
- Le budget de 2022 propose également de verser un financement de 17,7 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, au ministère des Finances pour diriger l'examen.

L'examen se penchera, entre autres facteurs, sur la façon d'adapter le cadre réglementaire du secteur financier et la trousse d'outils pour gérer les nouveaux risques liés à la numérisation; la façon de maintenir la sécurité et la stabilité du système financier à la lumière de ces modèles d'affaires et de ces capacités technologiques en évolution; et le besoin potentiel d'une monnaie numérique de la banque centrale au Canada.

Reproduit avec l'autorisation du ministère des Finances, 2022